

## AMINATA TOURÉ

Députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal, ancienne présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal

**Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin**

Je passe la parole à Madame la députée et la Première ministre Aminata Touré

### Aminata Touré

Monsieur le Président, je suggère aux organisateurs que la prochaine fois, ils définissent mieux le sujet. L'Afrique, ce n'est pas un sujet. Il y a mille Afriques. Il y a une diversité d'Africains. Il y a mille cultures. Alors, ici, c'est une « table ronde Afrique ». Imaginez que l'on dise « table ronde Europe ». Je demanderai où on commence et où on s'arrête.

Évidemment, l'Afrique, c'est plus grand que le Sahel. Le Sahel, c'est important, mais l'Afrique comporte 54 pays très diversifiés. Je crois que c'est également important à noter, parce que dans le narratif, c'est hélas aussi l'un des désavantages de l'Afrique. On la résume, notamment par rapport à l'extérieur juste pour ses problèmes. Nous en avons en quantité, mais il y a également de bonnes nouvelles. Les problèmes, il faut les traiter. Je suis tout à fait d'accord avec mon ami et frère Cheikh Tidiane Gadio. J'endosse tout ce qu'il a dit.

Moi, je vais me situer sur l'autre côté de l'équation. C'est quand même une Afrique aussi porteuse d'espoir et qui l'a démontré. En 1960, quand nous prenions nos indépendances, je crois que l'espérance de vie était de moins de 40 ans. Elle est en moyenne à 63 ans et elle progresse. C'est quand même un indicateur.

Deuxième indicateur pour les femmes, parce que Monsieur le président, je considère que c'est fondamental : si vous avez 51 % de votre population que vous ne mettez pas en situation de contribuer économiquement, socialement et culturellement, dans le cadre de la compétition internationale, parce que s'il s'agit de cela, vous partez perdant. Donc, investir dans les femmes, c'est juste une question de bon sens, quand on veut avancer.

Je disais bien : l'Afrique, ce n'est pas le Sahel. L'Afrique mise ensemble, et ce sont les statistiques, serait la huitième économie mondiale. 54 pays agrégés, nous formerions la huitième économie mondiale. Cela veut dire que l'Afrique génère aussi de la richesse et pourrait en générer plus, évidemment si nous arrivions justement à imposer notre point de vue. Parce que c'est de cela dont il s'agit, à travers un meilleur commerce, un commerce plus équitable, à



travers des stratégies de collaboration win-win. À ce moment-là, nous pourrions vraiment maximiser ce potentiel formidable dont nous disposons.

Pour revenir rapidement sur le Sahel, évidemment, c'est une préoccupation, parce que le risque de métastase, tout le monde veut l'éviter, notamment le Sénégal qui est le pays qui a la façade maritime. Et tout le monde sait que l'objectif des mouvements terroristes est d'avoir une façade maritime. Et que Dieu nous en préserve, parce que ça aurait des répercussions bien au-delà de l'Afrique.

Donc, nous sommes conscients que c'est important, mais cela a été dit. Je crois que Cheikh le disait hier. Lorsque l'on parle du G5 Sahel, ça ferait du bon sens de mettre également les pays stratégiques et qui ont notamment une façade maritime comme le Sénégal. Donc, il y a des décisions aussi politiciennes qui n'ont pas forcément du sens lorsque l'on veut lutter contre le terrorisme.

Et encore une fois, la grande question, je ne suis pas encore allée à une conférence internationale, et j'en fais quelques-unes, où on me parlait du financement du terrorisme. Quand je vois ces beaux 4x4 de toutes marques, nous ne pouvons reprocher à un producteur particulier de défilier dans le désert à 200 kilomètres/heure. D'abord, je me demande d'où vient l'argent, par quel port ces voitures sont passées. Je ne parle pas des chars, du reste, etc.

Donc, la question du financement est au cœur de la question, mais personne ne veut l'aborder. Parce qu'évidemment, là, c'est un peu plus compliqué. Mais il serait temps que l'on ait une bonne cartographie aussi des mouvements terroristes, parce qu'il y a beaucoup de choses à dire. Vous avez certains chefs qui se font soigner dans certaines capitales. Nous le savons. Nous n'en parlons pas. Le financement, je l'ai dit. Donc, c'est une question complexe. Je pense qu'il est temps, si nous voulons sérieusement régler la question, que l'on aille un peu plus au fond des choses.

Pour ce qui concerne la situation actuelle, évidemment, l'Afrique a souffert moins du Covid. Et là, également, encore une fois, stéréotype. Monsieur le secrétaire général des Nations unies, pas moins que lui, a annoncé que l'Afrique mourrait par millions du Covid, repris par le directeur général de l'OMS. C'était typiquement un stéréotype basé sur rien du tout, sur le fait justement que l'on serait peut-être incapable de contenir ce mouvement, etc. C'est exactement le contraire qui s'est passé. Pas par hasard, mais parce que nous avons aussi bâti sur notre expérience de lutte contre les maladies endémiques.

Le Sénégal a été le premier pays à fermer sa frontière à la France. Mais nous nous sommes rendu compte qu'il fallait le faire assez rapidement. Pas que ça, mais il y a ensuite d'autres mesures qui ont été prises. Mais c'était quelque chose que l'on a su faire. Pendant pratiquement huit mois, nous avons dû compter sur nos médecins, sur nos approvisionnements pharmaceutiques, sur la fabrication de nos propres masques.

C'est sur ça qu'il faut bâtir, à mon avis : développer cette résilience-là. Cela ne se fait peut-être pas de manière exponentielle. Mais j'ai parlé de l'espérance de vie. Je pourrais parler du taux de mortalité maternelle, qui a beaucoup baissé, de la mortalité infantile qui a également été réglée sur deux décennies. Contrairement à ce que beaucoup de gens disent, la fertilité baisse : 4,5 au lieu de 8, comme certains le disent, sans base scientifique évidemment.

Il y a également cette formidable classe moyenne qui se développe. Je cite la BAD qui parle de 226 millions. D'autres parlent de 326 millions. D'autres parlent de 330 millions de classe moyenne. J'expliquais à un groupe de jeunes Américains qu'il y avait plus de téléphones portables en Afrique qu'il n'y en avait aux États-Unis et au Canada combinés. Vous avez du mal à le croire, parce qu'évidemment, l'image qu'ils ont de l'Afrique, ce n'est pas ça. Donc, c'est une Afrique où la banque par téléphone est beaucoup plus développée que dans plusieurs parties du monde.

Ce sont également des choses qu'il faut bien expliquer et il faut bâtir là-dessus. Évidemment, je ne parle pas de notre capital minéral qui peut poser des problèmes. Nous sommes, par exemple, le Sénégal, un pays qui va produire du gaz. J'en profite pour faire un détour sur la question du climat et de la discussion qu'il y a eue, y compris à Charm el-Cheikh. Évidemment, nous n'allons pas arrêter de profiter de ce gaz. C'est également un prochain point de contentieux.

Il est clair que les dirigeants africains ne pourront pas dire face à leur population : « écoutez, nous allons préserver le climat. Nous n'allons pas utiliser le gaz que l'on vient de découvrir », alors qu'ils ont besoin d'électricité, d'industrialisation, etc. Cela va être très difficile sur cette question, alors que l'Afrique a été le continent qui a le moins pollué, qui a le plus souffert de l'impact de la dégradation climatique et qui a aujourd'hui également des besoins de financement. Donc ça, je crois qu'il est important que nos partenaires le comprennent.

Évidemment, il y a la question de la migration. C'est une question abordée de manière assez schizophrénique, d'ailleurs. Vous l'avez dit, Madame Guigou. Je suis d'accord, c'est une question émotionnelle, mais qui défie souvent le bon sens, parce que l'Europe a un déficit de main-d'œuvre énorme, surtout dans la période post-Covid. Beaucoup de services aujourd'hui sont très au ralenti, parce qu'il n'y a pas de main-d'œuvre.

Je pense que la question de la migration est également une question sur laquelle il faut discuter. Ici, bien entendu, ce qui intéresserait tout le monde, c'est de savoir où en est la relation France-Afrique. Je lisais également des statistiques que cite Jeune Afrique, parce qu'en matière de statistiques, il faut être très prudent. Ils expliquaient qu'une enquête a été faite où on demandait quelle impression vous avez des pays.

USA, c'était 83 % d'opinions favorables. Ils n'ont pas beaucoup d'opérations. UK : 82 %, c'est assez intéressant, parce que c'était quand même une puissance coloniale africaine. La Chine, c'est 79 %. La Russie, c'est 68 %, contrairement à ce que l'on véhicule. Arabie Saoudite, c'est 70 %. La France, c'est 57 %. C'est peut-être ce qu'il faudrait comprendre.

Et vous avez ce sentiment qui se développe de plus en plus et l'explication serait à chercher dans plusieurs choses. Dans l'inefficacité de la coopération : les jeunes considèrent, et les Africains d'une manière générale, qu'au fond, nous n'avons pas gagné grand-chose de ce compagnonnage, puisque la question de la pauvreté reste récurrente. La question de l'immigration est traitée de manière non satisfaisante. Les grandes compagnies présentes sur le continent – je veux dire compagnies françaises – certainement, n'apportent également pas la valeur ajoutée en termes de développement.

Tout cela, ce sont des arguments dont il faut tenir compte, si l'on veut que cette relation se remette dans le droit chemin. Mais c'est une réalité. C'est une réalité au niveau des jeunes avec des mouvements radicaux. Il faut le dire. Je pense qu'un dialogue de ce type ne peut ignorer ces questions-là.

Ce sentiment également que c'est un pré carré n'existe plus dans la tête des dirigeants, qui sont plus jeunes, qui sont plus ouverts sur le monde, et encore moins dans les sentiments des classes plus jeunes et mieux éduquées. Cela entraîne vraiment une redéfinition d'un dialogue.

Je crois que c'est ce que le Président Macron avait compris en invitant des jeunes à un dialogue. Mais c'était assez particulier, parce que des jeunes appartiennent à des pays, à des gouvernements, etc. Donc, à mon avis, ce n'était pas forcément la meilleure approche qu'il fallait donner à une discussion pour redémarrer une relation sur de nouvelles bases, qui doit être basée sur du gagnant-gagnant. À mon avis, ça, c'est fondamentalement la revendication qui est faite et il faudrait l'étudier avec sérénité, mais en allant au fond des choses.

Pour dire justement que nous sommes à un moment où beaucoup de gouvernements, pour ne pas dire la majorité, vont s'appuyer de plus en plus sur l'opinion de sa jeunesse et de sa population. Il n'y a pas le choix. Sinon, vous vous faites, comme disent les jeunes, « dégager ». Là, il n'y a pas d'autre choix. Donc, entre choisir entre les amis traditionnels et votre jeunesse, le choix est vite fait.

Il est important que ce dialogue-là se fasse, en commençant peut-être par vider des contentieux. Il faut le dire. Ce sont des occasions comme celles-ci qui nous permettent de vider un peu ce contentieux silencieux, le contentieux colonial, le contentieux sur l'esclavage.

À la mort de George Floyd, vous avez vu comment il y a eu ce déferlement. C'est parce que ce contentieux existe, et il est contenu depuis très longtemps. Donc ça, il est important qu'on le fasse. Certains pays vont à l'avant en débaptisant des places, je l'ai vu récemment, je crois que c'est à Berlin où, dans un quartier africain, on a enlevé le nom d'un monsieur peu recommandable en termes de pratiques dans l'un des pays colonisés, en y mettant d'autres noms.

C'est du symbole, mais il faut aussi aller au-delà du symbole et redéfinir une relation entre l'Afrique et l'Europe, l'Afrique et la France, qui sont une relation gagnante-gagnante. C'est fondamental. Si nous voulons ça, cela peut être le postulat et nous ouvrons à différents secteurs pour voir comment la faire avancer, étant entendu que l'Afrique reste un continent ouvert, mais un continent qui sera de plus en plus centré sur ses intérêts. C'est clair. Les Africains ont bien compris que personne ne viendra de loin pour les développer.

C'est un continent qui va investir sur ses femmes, sur ses jeunes, en tout cas, qui doit le faire, et sur ses institutions. C'est mon dernier mot : des institutions fortes, des constitutions que les présidents doivent respecter. Ces histoires de troisième mandat, il faut les arrêter. Il faut les arrêter partout, à commencer d'abord par chez moi au Sénégal, où j'espère que le président Macky Sall n'en fera pas. Merci.

**Robert Dossou**

Merci bien, Madame la Ministre, la députée et la Première ministre Aminata Touré.